



Avril 2011

Compte-rendu de la soirée-débat « Le temps de l'Afrique ».

Invité : Jean-Michel SEVERINO, co-auteur avec Olivier RAY, chercheur à l'Agence française de développement (AFD), du livre *Le Temps de l'Afrique*. Agé de 53 ans, Jean-Michel SEVERINO dirige « investisseurs et partenaires ». Il a été directeur du développement au Ministère de la coopération (1994-1996), vice-président à la Banque mondiale pour l'Asie (1997-2000) et Directeur général de l'AFD (2001-2010).

Cette réunion a permis d'évoquer l'ouvrage de **Jean-Michel SEVERINO** et **Olivier RAY**, *Le Temps de l'Afrique*, publié le 18 mars 2010.

L'ambition du livre de Jean-Michel Severino et Olivier Ray est de tordre le cou à des idées préconçues sur l'Afrique et de modifier notre regard sur ce continent. Ce regard courant est en effet encore très largement tourné vers le passé alors que l'Afrique est entrée dans une formidable dynamique. Un regard neuf est indispensable si nous souhaitons accompagner ce continent dans les importants changements qu'il traverse.

1 – Présentation du travail de Joan Bardeletti sur les classes moyennes en Afrique.

La soirée débute par la présentation du reportage photos effectué par Joan Bardeletti, photographe, journaliste, co-fondateur de *Collateral Creations*, plateforme de production et réseau d'artistes et d'experts, sur les classes moyennes en Afrique. La thématique des classes moyennes en Afrique est très largement méconnue alors que ces dernières sont aujourd'hui en pleine émergence. Joan Bardeletti est parti à leur rencontre dans cinq pays : Maroc, Côte d'Ivoire, Kenya, Mozambique et Cameroun.

En marge de la présentation de son travail, inédit et centré sur la vie quotidienne des classes moyennes, Joan Bardeletti explique que ces dernières sont constituées d'individus dont le revenu dépasse les 13 USD/jour. Si un tel revenu correspond au seuil de pauvreté aux Etats-Unis, il permet à un Africain de s'affranchir de la simple satisfaction de ses besoins alimentaires et d'investir le reliquat. Constituées de cellules familiales de 2 ou 3 enfants, ces classes moyennes sont urbaines et ont souvent migré des milieux ruraux. Pour Joan Bardeletti, les contours d'un nouveau modèle de classe moyenne, propre à l'Afrique, se dessinent, à mi-chemin entre pauvreté et richesse, entre économie formelle et économie informelle.

Le travail de Joan Bardeletti est consultable sur internet (www.classesmoyennes-

afrique.org).

2 – Pourquoi ce livre ?

C'est la façon dont les médias couvrent l'Afrique qui a donné à Jean-Michel Severino l'envie d'écrire ce livre. A rebours de l'image catastrophiste véhiculée par les médias depuis le début de l'ère postcoloniale, et malgré de réelles et terribles épreuves, le continent africain connaît une véritable résurrection. Depuis les années 1960, le nombre de guerres n'a cessé de diminuer et les progrès économiques ont été réels, bien que disparates. Les transformations s'appliquent à toutes les sphères (familiale, ethnique, identitaire, religieuse). Certains accomplissements, tels **Nollywood** au Nigeria (2^{ème} employeur du pays après le secteur de l'agriculture et première industrie cinématographique en nombre de pellicules, devant Bollywood), détonnent dans le paysage morose traditionnellement décrit par les médias et justifient que l'on pose notre regard sur ce continent en devenir.

3 – Un renouveau économique et démographique.

Le **secteur économique** est aux yeux de Jean-Michel Severino particulièrement révélateur du renouveau africain. Alors que les années 1980 et le début des années 1990 sont marqués par les ajustements structurels pour faire face à la dette, le PIB/hab moyen de l'Afrique est depuis 1995 en croissance continue. La croissance moyenne (3% en 2009 dans le contexte de la crise économique mondiale ; de l'ordre de 6,5% en 2010) s'élève à 7,5% pour la période 2000-2010. Même si des inégalités entre et au sein des pays africains demeurent, la croissance du PIB/hab/an dépasse les 4% dans 17 pays depuis 15 ans.

Les modèles de développement divergent dans chaque pays. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ils ne reposent pour la plupart pas sur une stricte exploitation des richesses naturelles. Le Botswana a fait le choix d'investir les recettes diamantaires dans la diversification de son économie. Le Ghana, le Mozambique et le Burkina Faso, trois pays peu dotés en ressources naturelles et enclavés, ont connu un décollage économique sur fond de stabilité politique. Depuis 2000, la moitié de la croissance des économies africaines incombe au développement des marchés intérieurs et non aux exportations.

Il est à noter que même si la croissance perdure sur longue période, son incidence sur la misère ne sera que très progressive. La croissance démographique africaine conduira à une augmentation du nombre de pauvres « absolus », même en cas de croissance rapide, et la misère sera durable, même si des classes moyennes de plus en plus nombreuses émergent.

Plusieurs facteurs plaident en faveur d'un renouveau durable :

- a) Désendettement. La situation économique et financière du continent africain s'est considérablement améliorée depuis 2000. Un assainissement des comptes publics est intervenu : annulation de dettes, redressement des comptes publics déficitaires. Le continent africain est désormais le moins endetté de la planète en part de PIB. Les administrations publiques disposent dans ce contexte des fonds nécessaires à la mise en place d'infrastructures publiques (50% des infrastructures publiques africaines sont aujourd'hui financées par l'Etat, contre 10% dans les années 1990). D'importants travaux publics sont menés, notamment à Dakar.

- b) Termes de l'échange (hydrocarbures, minerais, produits agricoles). De nouveau favorables, ils devraient être soutenus par la demande des pays émergents.
- c) Croissance démographique. La population africaine, qui compte aujourd'hui 1 Md d'habitants (après avoir cru en moyenne chaque année de 3% au cours des 40 dernières années) devrait atteindre 1,8 voire 2 Mds d'habitants en 2050. Pour mémoire, l'Afrique était peuplée de 180 millions d'habitants en 1950. Cette **explosion démographique** n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'humanité. A titre comparatif, si la France avait connu la même croissance démographique que la Côte d'Ivoire entre 1960 et 2005, elle compterait aujourd'hui 250 millions d'habitants, dont 60 millions d'étrangers. L'Afrique se trouve aujourd'hui dans la **seconde phase de la transition démographique**, la plus porteuse économiquement (décroissance du nombre d'enfants, amélioration du rapport actif/inactif). C'est la phase dans laquelle se trouve actuellement plusieurs pays en plein boom économique dont l'Inde. Cette situation devrait perdurer encore 80 ans, avant que l'Afrique ne bascule dans la troisième phase de la transition démographique, moins dynamique, caractérisée par le vieillissement de la population.
- d) Densité et urbanisation. De l'ordre de 5 hab/km² en 1960, la densité du continent africain devrait atteindre en moyenne 70 hab/km² en 2050. La densité de certaines régions pourrait devenir équivalente à celle de l'Europe, soit 140 hab/km². En parallèle, l'urbanisation, qui est un facteur de croissance économique, progresse. Elle s'explique tant par l'exode rural que par la croissance naturelle des villes (par exemple, la population de Cotonou croît de 150 000 habitants chaque année). Si l'Afrique demeure à ce stade le continent le moins urbanisé de la planète, en 2030, la moitié des Africains vivront en ville.

Ces évolutions positives n'en comportent pas moins plusieurs risques :

- a) Au niveau environnemental. Risque dans le contexte d'explosion démographique d'une intensification des pratiques agricoles nuisible à l'environnement.
- b) S'agissant des infrastructures (transport, eau et assainissement). Risque d'inadaptation à l'augmentation de la population.
- c) au niveau politique :

L'Afrique a enregistré une très nette baisse de la conflictualité dans la période récente, notamment liée à l'extinction des conflits importés dans le contexte de guerre froide. Néanmoins, les risques politiques demeurent très élevés, en raison même des transformations sociales dont le continent est l'objet.

La baisse de la conflictualité ne pourrait être durable que si les autorités africaines parviennent à contenir les tensions liées à la densification des territoires et à la concentration des richesses dans certaines régions. Par exemple, le Niger, dont la population passera de 17 M aujourd'hui à 40-50 M en 2050, ne paraît pas susceptible d'intégrer la totalité de cette force de travail supplémentaire sur son marché intérieur. La stabilité du continent dépendra dès lors de la capacité des pays les plus riches à accueillir et intégrer les migrants sans générer de tensions excessives.

4 – Nécessité de porter un regard neuf sur l’Afrique.

Nous devons nous affranchir du regard traditionnellement catastrophiste que nous portons sur l’Afrique.

Pour des raisons économiques tout d’abord. Le PIB de l’Afrique, qui devrait croître au rythme de 4-5% par an dans les prochaines décennies, dépassera à terme ceux de l’Inde, de la Russie et du Brésil réunis. L’Afrique représentera en 2050, aux portes de l’Europe, un marché de près de 2 Mds de consommateurs potentiels.

Pour des raisons géographiques et humaines. Nous sommes en effet le premier continent concerné par le développement de l’Afrique : liens historiques, questions migratoires etc.

C’est tout l’objet de ce livre que de **réveiller les consciences** afin que l’Afrique retrouve la place qui lui appartient dans notre politique étrangère, commerciale, culturelle. Ce réveil des consciences et d’autant plus impératif que la concurrence, notamment chinoise, est elle bien au fait des évolutions que connaît l’Afrique et occupe déjà le terrain.

6 – Débat.

A. Place des acteurs régionaux et internationaux.

Pour **Charles Josselin**, les acteurs régionaux et internationaux ont un rôle essentiel à jouer dans le développement de l’Afrique. Il faut une organisation régionale capable de réguler les conflits sur ce continent. **Catherine Tasca** partage ce constat et estime qu’il faut une strate supplémentaire faisant le lien entre chaque pays et le continent dans son ensemble. Pour **Jean-Michel Severino**, il convient de conforter ce qui doit l’être, à savoir l’Union africaine, ce qui ne nous empêche pas de réfléchir à la mise en place de mécanismes plus efficaces de prévention des conflits et de promotion de la solidarité régionale.

B. Diversité et unité africaine.

Pour **Catherine Tasca**, l’Afrique n’est pas une mais constituée d’une mosaïque de peuples dont la diversité doit être correctement appréhendée. **Jean-Michel Severino** estime que la diversité africaine, dans tous ses aspects (historique, religieuse, en termes de ressources naturelles etc.) est indéniable. Ce qu’il est toutefois intéressant aujourd’hui de relever est que le développement des pays africains ne répond à aucune logique. Ce ne sont pas nécessairement les pays les mieux dotés en ressources naturelles qui réussissent le mieux. Ainsi, le Burkina Faso a eu un parcours étonnant alors que tout était contre lui. Le Rwanda, l’Ouganda, pourtant enclavés, ont eu aussi connu d’importantes réussites.

Pour Jean-Michel Severino, l’Afrique francophone, qui a eu le taux de croissance le plus faible au cours des 15 dernières années (1,5 points de moins en moyenne que le reste du continent), est un cas d’étude intéressant. Il illustre l’importance des facteurs conjoncturels dans la réussite de certaines régions : a) Crise politique traversée dans les années 2000 par la Côte d’Ivoire (dont le PIB représente 60% du PIB de l’Afrique de l’Ouest et 30 à 40% de la zone CFA) ; b) Contexte d’Euro fort depuis 2000 nuisant à la compétitivité du Franc CFA.

C. Un renouveau africain porté par les initiatives individuelles.

Bernard Soulage, qui a participé en février 2011 au Forum social de Dakar avec Martine Aubry, estime qu'il existe aujourd'hui un décalage entre une jeunesse africaine particulièrement dynamique issue de la partie haute de la classe moyenne africaine décrite par Joan Bardelleti et une élite politique en décalage avec les réalités et les défis auquel doit faire face le continent.

Jean-Michel Severino estime qu'un véritable changement s'est opéré dans les comportements individuels et économiques en Afrique. Les ajustements structurels des années 1990 ont contraint les individus à s'orienter vers des initiatives privées. De nombreuses PME ont été créées (*Investisseurs et Partenaires* est actionnaire d'une trentaine d'entre elles). Une rupture est intervenue avec un système fondé sur des attentes trop fortes envers le secteur public. Elle explique le dynamisme de la jeunesse africaine. La corruption existe toujours mais n'est plus cautionnée par une jeunesse désormais désireuse de bénéficier de services et des infrastructures publiques susceptibles de l'accompagner dans ses projets.

D. Capacité du continent africain à faire face à l'explosion démographique.

Pour **Jean-Michel Severino**, la croissance démographique représente à la fois le principal facteur de croissance potentielle et le principal risque de conflictualité en Afrique. Les Africains devront faire preuve d'une sagesse considérable pour faire face à cette croissance jamais vue dans l'histoire de l'humanité. La principale difficulté réside dans l'inégale répartition des richesses naturelles entre les pays et l'inexistence de mécanismes de redistribution des richesses au niveau régional. L'aide au développement et la coopération décentralisée constituent dans ce contexte des outils déterminants pour aider les pays les moins riches à faire face à l'explosion démographique.

E. Démocratie, pouvoirs intermédiaires et locaux en Afrique.

Pour **Charles Josselin**, il faut s'interroger sur la démocratie et le rôle du politique dans le développement de l'Afrique. Pour **M. Tsoulaje**, chargé de mission au cabinet du maire de Cergy, malgré les signaux positifs, il demeure une forte corruption en Afrique, incompatible avec de bonnes pratiques démocratiques.

Selon **Jean-Michel Severino**, il faut distinguer les aspects éthique et économique. Démocratie ne rime pas nécessairement avec bonnes performances économiques et inversement. La Chine en est un bon exemple puisqu'elle est à la fois détentrice de la plus forte croissance mondiale et assez loin de satisfaire les standards internationaux en matière de démocratie et d'intégrité. Il n'en convient pas moins d'encourager les pratiques éthiques et de se féliciter du mouvement en faveur de la démocratie et de l'éthique actuellement observable en Afrique. Partout, y compris dans les pays les plus corrompus, des structures émanant de la société civile se développent et deviennent des interlocuteurs crédibles face à l'Etat (ex : cotonniers au Burkina). Au Kenya, au Sénégal, des contre-pouvoirs se structurent. Ce sont eux qui ont empêché le fils du Président Wade d'accéder à la mairie de Dakar.

Pour **Bernard Lesterlin** (Député de l'Allier), la question de la gouvernance est fondamentale. Il n'y a pas de paix sans gouvernance et de développement sans paix. **Charles**

Josselin s'interroge sur la façon dont l'on pourrait soutenir les initiatives locales en Afrique. Pour **Jean-Michel Severino**, l'on constate aujourd'hui une montée en puissance des pouvoirs locaux. Plusieurs d'entre eux se sont vus attribuer des prérogatives constitutionnelles ou se sont imposés par eux-mêmes aux Etats. La coopération décentralisée est particulièrement intéressante pour ces pouvoirs naissants car elle est pour eux un gage de stabilité et de visibilité.

F. Présence chinoise en Afrique.

Charles Josselin estime que l'Europe est trop absente face à la montée de la Chine en Afrique, constat partagé par Philippe Girard (Ministère de l'éducation nationale).

Pour **Jean-Michel Severino**, la présence chinoise va s'inscrire dans la durée en raison : a) Du déficit alimentaire chinois ; b) Du déficit énergétique de ce pays. Les Chinois comptent sur l'Afrique pour faire face à ces déficits. Ils avaient dans un premier investi dans les Etats jugés infréquentables (Soudan, Angola) mais cherchent désormais à diversifier leur présence. Si la présence chinoise bénéficie indéniablement au développement de l'Afrique, les Chinois se montrent souvent peu soucieux du respect des standards internationaux (main d'œuvre, corruption).

7 - Quelques pistes et voies pour l'avenir :

Les initiatives susceptibles de favoriser une évolution de notre regard sur l'Afrique et de nos relations avec ce continent sont multiples et relèvent tant des sphères publique que privée. L'on peut toutefois identifier **plusieurs domaines dans lesquels l'action publique paraît prioritaire :**

A. Promotion d'un regard neuf sur l'Afrique.

Il appartient aux pouvoirs publics de promouvoir une nouvelle relation sociétale avec l'Afrique, fondée sur un accroissement de la mobilité et des relations humaines, intellectuelles, politiques et culturelles. La baisse de la conflictualité permet une multiplication des projets de coopération dans tous les domaines (culturel, éducatif, économique, scientifique, technique) et à tous les niveaux (national, local) qui constituent autant d'occasion de faire connaître l'Afrique et les progrès réalisés récemment.

Les discours uniquement axés sur les problématiques sécuritaires (*boat people* en Méditerranée, lutte contre les trafics de stupéfiants) sont à proscrire. S'il ne convient bien entendu pas de renoncer aux politiques de contrôle des flux migratoire et de lutte contre les trafics illégaux, il est impératif de prendre conscience de la lassitude des Africains qui estiment que l'on ne s'intéresse à eux qu'en cas de conflit ou de menace migratoire et sécuritaire. Cette défiance de notre part est très nuisible sur le long terme car elle conduit les Africains à se tourner vers d'autres pays dans le domaine économique (pays émergents) et pour la formation de leurs futures élites (Etats-Unis, Canada, Chine).

Au niveau européen, la France doit faire preuve d'un militantisme actif afin de favoriser la rénovation en profondeur du cadre général des relations entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne, encore régies par l'empreinte compassionnelle des accords de Cotonou. Il y a la place pour un nouveau grand traité « eurafricain » qui nous fasse enfin passer au 21ème siècle et permette une cohésion entre les dimensions commerciales, financières,

environnementales et aide au développement des relations entre les deux continents.

B. Renforcement de la présence économique française.

Nous ne pouvons nous désintéresser d'une région qui représentera en 2050 un marché de près de 2 Mds de consommateurs, dont une majorité sera sortie de la pauvreté. **Les entreprises privées doivent retrouver le chemin du continent africain.** Il nous faut sensibiliser les PME, dont certaines ne sont pas au fait des évolutions récentes en Afrique, aux exceptionnelles opportunités qui existent sur ce continent.

Le déclin de la présence française face à la montée en puissance de la Chine n'est pas une fatalité. Nous avons suffisamment de proximité historique avec l'Afrique pour revenir dans le jeu et sensibiliser les dirigeants africains aux difficultés que pose le non respect par la Chine de certains standards internationaux.

C. Aider l'Afrique à faire face aux défis qui se posent à elle.

a) Explosion démographique. Il nous faut encourager la relance des politiques structurelles, accompagner l'équipement en infrastructures de l'Afrique et la définition d'une véritable politique d'aménagement de l'espace, favoriser l'accès à l'énergie et à l'eau. Nous devons aussi encourager les investissements massifs dans l'éducation, notamment celle des filles, essentielle pour favoriser la transition démographique.

Il nous faut en outre proposer notre expertise en matière environnementale. La France a une expérience reconnue dans ce domaine et compte de grandes entreprises susceptibles d'accompagner les pays africains dans la mise en place d'infrastructures respectueuses de l'environnement.

Alors que les pays africains, du fait d'une répartition inégale des richesses, ne seront pas tous confrontés de la même manière au défi démographique, il faut en outre déployer notre APD et notre coopération décentralisée en priorité dans les pays les moins riches et donc les moins à même de faire face à l'explosion démographique.

b) Conforter la stabilité politique. Il nous faut apporter notre soutien aux structures intermédiaires et aux contre-pouvoirs africains. Ces nouveaux acteurs sont un gage de stabilité et le reflet de l'émergence de classes moyennes. La coopération décentralisée (appui aux projets économiques, mise en place de relations institutionnelles) constitue un véritable appui pour ces structures encore émergentes.

Au niveau régional, nous devons afficher un soutien indéfectible aux structures existantes (Union africaine, CEDEAO etc.) et aux initiatives susceptibles de favoriser la stabilité et la coopération sur tout le continent africain.

Site Internet : <http://www.inventeragauche.com/>